

LA VÉRITÉ

Premier journal paru dans la clandestinité (N° 1 août 1940)

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (Section française de la IV^e Internationale)

Bulletin intérieur Prix : 2 francs



Le M.R.P. est le MEILLEUR Rempart des Profiteurs... mais est-il le SEUL ?..

Aubaine pour les capitalistes... Duperie pour la classe ouvrière

L'UNANIMITÉ NATIONALE DOIT CESSER !

Producteurs, sauvons-nous nous mêmes !

C'est arrivé demain... Il n'est pas nécessaire de lire le marc de café pour prédire les épisodes du prochain débat à la Constituante.

Budget?... Nationalisation de l'électricité?... Constitution?...

Peu importe: Un ministre rapportera le projet adopté par l'UNANIMITÉ du Gouvernement.

Le M.R.P. le trouvera trop modéré; un socialiste interpellera sans interpellier; Duclos gémera sur le référendum-qui-nous-lie-là-mains; Pleven sortira ses statistiques; le brave général, en venant, évoquera la beauté du sacrifice « commun » pour finalement sortir de sa poche le pommeau aristocratique de sa cravache.

L'effet sera foudroyant. L'unanimité de la Constituante confirmera l'unanimité gouvernementale.

Il ne restera plus au rédacteur du Populaire qu'à expliquer que les communistes ont lâché... tandis que le rédacteur de l'Humanité répètera que sans la trahison des socialistes, etc...

Pardon! il restera aux travailleurs le droit d'enregistrer une nouvelle défaite, de nouveaux « sacrifices », une nouvelle avance de la réaction bonapartiste au service des trusts.

Le Noël des exploités Lors du débat sur les services publics, le M. R. P. a pu proclamer fougueusement sa sollicitude pour les fonctionnaires.

La C. F. T. C. a pu se permettre un petit entrechat « gauchiste ». Le radical Marie a pu se précipiter ventre à terre pour ramasser l'interpellation abandonnée par les S. F. I. O.

Tout ça n'engage à rien. La démagogie peut couler à plein bord, puis qu'au bout du compte l'UNANIMITÉ se fera contre les revendications des masses.

Pendant ce temps les gosses des travailleurs ont le droit de regarder le jouets à travers une vitrine. Que voulez-vous. On ne peut pas mettre en même temps des jouets dans les sabots des gosses de France et des bombes explosives dans ceux des petits enfants annamites.

A moins que... Les fonctionnaires se voient ainsi rappeler qu'il y a DEUX CLASSES en France et que sous le camouflage malpropre de l'Unanimité Nationale les capitalistes continuent leur offensive de classe.

Les mille francs, que presque tous les journaux considéraient comme au-dessous du minimum vital, ont été rejetés à la demande de Pleven par la Constituante UNANIMEMENT. Et dans cette Constituante les Socialistes et les Communistes Français sont EN MAJORITÉ!

En prétendant les engagements pris publiquement par eux au Meeting de Japy ils ont démontré que le parlement bourgeois est un instrument de domestication entre les mains des classes dominantes et que JAMAIS les travailleurs ne retrouveront le minimum vital à

moins qu'ils ne sortent des boursiers où les entraînent les Raynaud et les Neumeyer, à moins qu'ils ne prennent en mains leurs propres intérêts, moins qu'ils n'imposent leurs revendications par la lutte de classe.

A moins, en un mot, qu'ils ne rejettent cette conclusion capitalarde de Pierre Hervé « et maintenant AU TRAVAIL! » pour décider tous ensemble: « ET MAINTENANT A L'ACTION POUR NOS REVENDICATIONS! »

PRODUCTEURS, SAUVONS-NOUS NOUS-MÊME, dit « l'Inter ». Avant qu'il ne soit trop tard

Mais les chefs des vieux partis ouvriers — qui ont derrière eux la majorité du pays — font tout pour maintenir les travailleurs dans une fatale inaction.

Ils refusent de rompre l'union avec les capitalistes qui, sans eux, risquent d'être balayés avec leur régime pourri par la vague de fond populaire.

Ils sont complices de la surexploitation et des bas salaires comme ils sont — qu'ils le veuillent ou non — complice de l'expédition d'Indochine et de l'offensive contre les libertés démocratiques.

Au lieu de réagir contre la catastrophe qui menace, ils continuent la même politique criminelle, chaque parti s'efforçant surtout de rejeter sur l'autre le péché originel.

Avant qu'il ne soit trop tard, travailleurs, vous vous détournerez d'eux et vous renouerez avec les méthodes éprouvées de la lutte de classe, avec la politique prolétarienne que défend sans relâche la IV^e Internationale, parti mondial de la Révolution Communiste. PIERRE FAVRE

P. S. — Il y a un plan et plan... Avec 16 mois de retard sur les Trotskyistes, le gouvernement bourgeois s'avise que décidément « ça ne va pas mieux » et qu'il faut un plan.

Enfin ils y viennent... à votre programme d'action pourrait dire un naïf.

Hélas! Le « plan » qu'on nous offre n'est qu'une nouvelle tentative, (après Flandin, Hitler, De Man et tant d'autres charlatans) de corseter l'anarchie capitaliste par des mesures dirigées de concentration et de coercition aux dépens des petites entreprises pour le plus grand profit des trusts.

Avec au bout le fiasco. Car prétendre fixer des normes de production et planifier l'économie en compagnie des agents des trusts, c'est-à-dire en s'engageant à ne pas toucher aux bases du capitalisme, est aussi illusoire que de vouloir mesurer de la mélasse avec un pied à coulisse.

Dans le domaine de la production comme dans la lutte pour les salaires, il n'y a qu'une issue: l'intervention directe et permanente des masses travailleuses.

PLAN ELABORE PAR LA C. G. T. avec l'aide de commissions techniques du plan élues par les ouvriers dans chaque entreprise.

CONTROLE OUVRIER sur la production pour l'application du plan.

Pas d'argent pour les Fonctionnaires !

10 milliards pour l'Armée Leclerc d'Indochine.

125 milliards pour le budget de l'Armée.

M Pleven n'a pas d'argent. M. Pleven ne peut accepter les revendications des fonctionnaires. Mais M. Pleven trouve 125 milliards pour le budget de l'armée et 10 milliards pour la campagne d'Indochine où l'armée Leclerc de Haute-croix réprime par le fer et le sang le mouvement d'indépendance des peuples annamites. Mais M. Pleven a trouvé les milliards pour indemniser les gros actionnaires des banques soi-disant nationalisées. Mais M. Pleven trouve l'argent pour payer rubis sur l'ongle les 6 % annuels de dividendes aux actionnaires de la S. N. C. F., qui pourtant a un déficit de 35 milliards. Mais M. Pleven a des milliards pour la D. G. E. R. Mais M. Pleven, comble les déficits d'un capitalisme en banqueroute, en proposant l'augmentation des tarifs des chemins de fer, du tabac, des timbres-poste, des impôts qui retombent lourdement sur les masses laborieuses.

Les mesures de M. Pleven

Mais M. Pleven trouve de l'argent en organisant systématiquement la vie chère et la hausse du coût de la vie!

Jusqu'à plus ample informés, les propositions de Pleven, acceptées par la Constituante UNANIME, aboutissent à:

1° Elever de 8.000 fr. pour Paris et les villes de plus de 70.000 habitants l'indemnité de résidence pour toute la hiérarchie des fonctionnaires, avec promesses très vagues de rehaussement et de revalorisation de la fonction publique; 2° Seuls les fonctionnaires ayant un traitement inférieur à 48.000 fr. toucheront une indemnité de vie chère de 200 à 400 francs suivant la ville. Ce qui signifie que le facteur au traitement royal de 54.000 fr. maximum ne touchera aucune indemnité de vie chère!

L'Assemblée Constituante unanime vote un ordre du jour de confiance à Pleven

Dimanche dernier les trois grands Partis, considérant que les propositions Pleven étaient insuffisantes, s'engageaient à soutenir les revendications du cartel. Trois jours après le vent tournait et chacun d'eux s'alignait sur la position gouvernementale. Le changement de position du M. R. P. — qui groupe les dirigeants de la C. F. T. C. — n'a rien eu d'étonnant. Il fallait être naïf pour croire que le parti de la bourgeoisie, si étroitement lié à Pleven-De Gaulle allait soutenir les revendications des fonctionnaires.

Il en est tout autrement pour les deux partis ouvriers: S. F. I. O. P. C. F. En acceptant de jouer mardi à la Constituante, la comédie indigne du vote de confiance à Pleven, Socialistes et Communistes ont froidement laissé tomber les fonctionnaires. Pleven est maintenant chargé par eux de revaloriser les traitements.

Les Socialistes, après avoir posé une demande d'interpellation, la reti-

(Suite page 2.)

LA NOUVELLE CONSTITUTION ?

PAR JEAN MARCOUX

une camisole de force que tissent d'un commun accord S.F.I.O. et M.R.P.

A « Commission de la Constitution », formée par les représentants des partis qui siègent à l'Assemblée, s'emploie depuis le 4 décembre à préparer le projet de la future Constitution de la IV^e République bourgeoise française. Voici le premier bilan de ses travaux:

Table with 2 columns: Les propositions adoptées à la Commission; Leurs significations. Rows include: CONTROLE PAR L'ETAT de la politique des partis, de leur « structure démocratique » et de leurs moyens financiers; LE SYSTEME DES REFERENDUMS est introduit dans la Constitution; REMISE A L'ETAT EXCLUSIVE-MENT des soins de la propagande des partis pendant les élections; VOTE OBLIGATOIRE POUR TOUS LES ELECTEURS, sous peine des sanctions; VALIDATION DES ELUS, par des organismes autres que l'Assemblée; LA REVOCABILITE DES ELUS DECIDEE PAR L'ETAT; LA « SECONDE LECTURE »; LA STABILITE GOUVERNEMENTALE assurée par la dissolution automatique de la Chambre après 2 crises ministérielles.

Le bloc S.F.I.O. — M.R.P.

Toutes ces propositions ont été adoptées en Commission grâce aux voix des S. F. I. O. et des M. R. P. Il suffit de les examiner avec attention pour y retrouver la marque de fabrique du Meilleur Rempart des Profiteurs et pour comprendre pourquoi le M. R. P. partisan de la « démocratie dirigée » (s.c.) les a votées des deux mains: 1° ligoter la future Assemblée « souveraine »; 2° renforcer la liberté de manœuvre de l'Exécutif (c'est-à-dire de De Gaulle). Le M. R. P. comme toute la droite devait naturellement répondre présent.

Mais la S. F. I. O.? Que cherche-t-elle dans cette compagnie? Les Blum et les André Philip, — malgré les tartufferies de Cité-Soir — n'ont plus de préoccupations plus grandes que les suivantes:

« Comment contrebalancer — sur le plan électoral comme sur le plan parlementaire — l'accroissement des voix du P. C. F. ? » « Comment, sans aboutir en tant que parti, à un désastre électoral (d'abord), se défilant devant le peuple dans la nécessité de prendre le pouvoir, tout le pouvoir, en la compagnie exclusive du même P. C. F. ? »

Des les débuts de la Constituante, ces deux hantises ont conduit les bureaucrates de la S. F. I. O. dans le giron du M. R. P. A présent les grands stratèges de la capitulation ouvrière veulent se prémunir contre un accroissement du poids politique des parti ouvriers — auxquels les électeurs vont sans doute demander encore plus massivement de prendre le pouvoir, — en renforçant par avance les attributions et l'autorité incontrôlée de l'Exécutif (1). C'est là l'explication du travail cordial des M. R. P. qui tissent en commun une véritable camisole de force que l'on va baptiser « Constitution de la IV^e République ».

La préparation soignée d'un statut de parlement croupion et de démocratie bâtarde est, — il faut le croire, — si absorbante, que nos bureaucrates ne semblent même pas s'apercevoir que ce renforcement de l'exécutif et de l'appareil, se tournera inévitablement demain, contre les bureaucrates de la S. F. I. O. eux-mêmes.

Hervé et consorts,... des otages...

Au moins, d'ira-t-on, le P. C. F. a voté contre. Voilà enfin la preuve, ajouteront les myopes, que malgré la participation de Thorez au gouvernement, à côté des agents des trusts, les députés P. C. F. savent lutter contre la camisole de force que l'on prépare pour la IV^e République... Pierre Hervé, représentant du P. C. F. à la Commission de la Constitution, ne dénonce-t-il pas, à propos des travaux de cette dernière: « Le complot légal

(1) La campagne entreprise par le « Populaire » en faveur du renforcement de la police n'est-elle pas significative?

qui se trame contre la République »?

Tout ceci est très bien. Mais que propose le même Hervé face à ce « complot légal »? Dans un long article publié le 15 décembre dans « France Nouvelle », l'hebdomadaire central du P. C. F., Hervé s'exclame en guise de conclusion:

« Il appartient à tous les républicains de faire entendre leurs protestations... Les Communistes, pour leur part, entendent défendre pied à pied la cause de tous les patriotes [anti-vichystes], etc... »

Un vague appel « à tous les républicains » et une affirmation creuse sur « la lutte pied à pied pour la défense de la cause patriotique », voilà ce que l'éditorialiste de « l'Humanité » a conçu en guise de tactique contre le bloc pourri scellé par les S. F. I. O. et le M. R. P. dans les travaux de la Constituante.

Quelle est la portée pratique de ces gémissants appels? Quel espoir Hervé peut-il mettre en eux alors que son parti, ses « camarades-ministres » et lui-même, bien loin de procéder à la mobilisation des masses, maintiennent la coalition avec les ennemis du peuple et des libertés démocratiques. Il est clair pour chacun que plus la Constituante légifère par dessus la tête du peuple, plus ses travaux se tourneront contre le peuple!

De cette situation les partis ouvriers portent toute la responsabilité. Les socialistes par leur trahison ouverte. Les communistes français par leur complicité indignée et leur refus de faire appel au peuple.

Que le P. C. F., — le plus fort parti, se réclamant de la classe ouvrière — appelle les masses à se mobiliser par corporation, par métier, par ville, par quartier, par village; qu'il appelle à la lutte les syndicats dont il a presque toujours la direction; que les délégations de masse des fonctionnaires, des petits ouvriers, des petits commerçants puissent déposer leurs cahiers de doléances à la Constituante; que le peuple mette en œuvre les mesures de riposte qui s'imposent contre la dictature « légale » et nous verrons alors non seulement se dissiper les miasmes du « vichysme » mais encore se briser le bloc pourri Socialiste-M. R. P.

Dans cette voie le P. C. I. apportera tout son soutien. Mais une telle tactique est loin de Pierre Hervé qui a un talent particulier pour jouer le rôle d'otage volontaire... bien qu'éploré, par peur du peuple!

AVIS IMPORTANT

aux camarades du P.C.I. et aux lecteurs de « La Vérité ». Pour toute correspondance intéressante La Vérité, écrire à: Pierre FAVRE, 19, rue Daguerre, Paris-XIV^e. Pour abonnements, demandes d'envois, s'adresser à Breton, Administrateur de « La Vérité », même adresse.

POURQUOI VOUS SOUSCRIREZ POUR LE MILLION

La misère des petits fonctionnaires est pour les différents groupes de la Constituante, matière à discours démagogiques, vite oubliés dans l'unanimité gouvernementale.

Mais aucune voix ne s'est élevée pour proposer et défendre la seule mesure susceptible de réclamer la fonction publique et de donner aux fonctionnaires un standard de vie décent: l'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES.

Pourquoi? Parce que la caution électorale et le manque de moyens d'expression du P.C.I. vous ont empêché d'envoyer à la Constituante des députés trotskystes.

Souscrivez pour le million pour nous aider à avoir plusieurs élus dans la prochaine Assemblée.

Ils seront vos meilleurs défenseurs, car ils n'ont d'autres intérêts à défendre que ceux des travailleurs!

C. C. P. Demazière 4625-72 Paris XIV^e

RECTIFICATION

Dans notre précédent n°, une regrettable coquille typographique nous a fait dire, dans l'article sur la nationalisation de l'électricité, par. 4 du chapitre: « pas d'enrichissement des fonctionnaires », au lieu de « pas d'enrichissement des actionnaires ».

Ouvrier, tu as des alliés !

Brisons la conspiration du silence

PEU à peu la presse ouvrière fait le silence sur l'expédition d'Indochine.

On préfère nous parler de l'Indonésie...

Bien sûr il convient de dénoncer l'hypocrisie écarquante du professeur Laski.

Mais que font nos ministres communistes-français pour arrêter le massacre en Indochine? Ont-ils rompu le pacte qui fait d'eux les complices des esclavagistes et des soudards?

Ne jouent-ils pas plutôt, eux aussi, le « double jeu »?

L'« Humanité » demande: « Y a-t-il 2 Laski ? »

« Y a-t-il 2 Thorez ? » peuvent se demander à leur tour les travailleurs Indochinois dont le récent congrès de Marseille vient nous rappeler la farouche volonté d'émancipation.

Ce congrès, tenu au début du mois, fut un exemple vivant de la vraie démocratie.

Les vingt-cinq mille travailleurs soldats et intellectuels annamites de toutes les opinions politiques ont réussi, malgré la répression, les menaces et l'assassinat, à tenir des assemblées générales locales, dans des camps souvent plus semblables à Buchenwald qu'à des casernes.

Dans ces assemblées locales furent élus démocratiquement les 105 délégués du Congrès de Marseille.

Un tel respect de la démocratie, comme d'ailleurs le manifeste du Con-

grès de Marseille que nous publions ci-dessous, témoignent de la maturité politique des travailleurs annamites que la bourgeoisie voudrait maintenir dans l'esclavage le plus atroce.

Tous les ouvriers conscients seront, comme nous, sans réserve avec le Rassemblement des Imigrés Annamites.

Une question de bon sens

Lutter pour faire triompher les revendications exposées dans le Manifeste ce n'est pas seulement un devoir de solidarité, c'est une question de bon sens.

Car là-bas, en Indochine, comme sur le territoire français, les travailleurs annamites portent les coups les plus durs à notre ennemi irréductible, la bourgeoisie française, et à ses laquais militaristes et cléricals.

La défaite de nos frères annamites serait le prélude à notre propre défaite devant la D. G. E. R. et son chef, devant l'armée de coup d'Etat, devant la racaille fasciste qui s'agit déjà.

Leur lutte opiniâtre et leur victoire sont au contraire les meilleurs atouts pour une victoire des prolétaires çà comme contre leur propre bourgeoisie villarde et impérialiste.

Aucun travailleur n'est neutre dans ce conflit car jamais un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre.

(Suite page 2.)

LA CONFERENCE DE MOSCOU OU LE PACIFISME HYPOCRITE DES IMPÉRIALISTES

DEPUIS quelques jours s'est ouverte à Moscou une nouvelle conférence des Trois Grands. On ne pourrait dire que cette réunion ait commencé sous d'heureux auspices. Sauf l'humanité, pour qui la voie de la paix est celle-ci même, la presse est plutôt sombre; en Amérique on n'hésite pas à qualifier le voyage de Byrnes de « simple exploration »; la Pravda parle d'un « épais brouillard artificiel dans la politique internationale » et l'officieux du Quai d'Orsay, Le Monde constate tout crânement qu'il ne s'agit plus de trois grandes puissances ayant chacune sa politique, mais de deux puissances, l'Angleterre et l'Amérique en face d'une troisième, l'U.R.S.S.

L'affirmation du Monde, quoique assez simpliste est juste. Déjà la conférence de Londres avait marqué l'isolement de l'U.R.S.S. Maintenant il s'agit d'un véritable EN-CERCLEMENT militaire, dont nous avons précédemment énuméré les bases politiques et stratégiques.

Une armée aux ordres de la City

Dernièrement la presse soviétique a révélé un fait d'une extrême importance: en Allemagne, dans sa zone d'occupation, l'impérialisme britannique maintient, encadrés de leurs officiers, entraînés et armés, des centaines de milliers d'hommes de la Wehrmacht. L'U.R.S.S. n'a pas suivi cette fois les voies battues de la diplomatie secrète mais a dénoncé à la face du monde la duplicité de l'impérialisme. Car contre qui entraîne-t-on ces troupes, sinon contre l'« alliance » russe?

Comment les choses peuvent-elles en être à ce point? Nous a-t-on menti avec l'alliance cordiale des Trois Grands? La politique extérieure de Staline n'est-elle pas une faillite?

Une tactique devant l'ennemi

Actuellement, l'U.R.S.S. démonte les usines, emporte les machines et veut faire inscrire dans les traités l'annéantissement de l'industrie et par conséquent de la classe ouvrière allemande. Si cela était accompli ce serait un abaissement considérable du niveau de vie de toute l'Europe, et un recul des possibilités même de réaliser le socialisme. Mais ce que des siècles ont accumulé ne peut être facilement défilé en quelques années et à défaut de l'U.R.S.S. c'est l'Amérique et l'Angleterre qui remettent sur pieds une Allemagne capitaliste et à leur profit. Ce que nous voulons nous, c'est la destruction du capitalisme en Allemagne comme chez nous. Pour cela nous tendons la main à la classe ouvrière allemande, à laquelle il faut laisser la possibilité de travailler et de se regrouper. Ce n'est qu'ainsi qu'elle pourra être à côté de nous dans notre lutte.

Diplomatie secrète, diplomatie contre les peuples

Une deuxième question se pose: pourquoi l'U.R.S.S., après avoir dénoncé ces préparatifs visiblement dirigés contre elle, revient-elle aux méthodes de la diplomatie secrète. Pourquoi après les attaques de toutes sortes qu'elle a subies de la part de ses « alliés », l'U.R.S.S. est-elle encore à tout miser sur des conférences des Trois Grands? Pourquoi il y a une lutte de classe en Angleterre et en Amérique; pourquoi les capitalistes anglais et américains ont des ennemis puissants: les millions de grévistes de l'intérieur et les dizaines de millions d'esclaves coloniaux révoltés. Pourquoi l'U.R.S.S. n'aide-t-elle pas ces derniers, et ne s'appuie-t-elle pas sur eux plutôt que de les sacrifier à chaque fois au nom de la bonne entente avec les maîtres? Ne se retourne-t-elle pas, cette politique, contre l'U.R.S.S. elle-même? Il est certain que si. Mais la bureaucratie stalinienne de Moscou est obsédée de lutter contre les forces de la révolution. Dès lors elle ne peut que luyoyer parmi les Trois ou Cinq « Grands », que se baser sur alliances et positions stratégiques. Mais dans cette voie il n'y a que la perte de l'U.R.S.S. car les faits s'imposent: sur le plan strictement militaire, l'impérialisme est de loin le plus fort. Tel est le cadre dans lequel se déroule la conférence de Moscou. L'U.R.S.S. est bien l'ennemi principal des impérialistes, et après le tir d'artillerie lourde qu'ont été les attaques de toutes sortes de ces derniers mois, Byrnes et Bevin (ministre « socialiste ») arrivent maintenant en éclaireurs pour constater à quel point en est la place forte. Bien entendu, ils descendent d'avion le rameau d'olivier à la main. Les déclarations hypocrites sur la volonté de paix et d'entente internationale de leurs gouvernements ne manquent pas. C'est même là le but principal de leur voyage à Moscou: cacher sous des dehors de pacifisme leur volonté de brigandage impérialiste. Ce qui ne les empêchera bien entendu pas d'écraser l'U.R.S.S. s'ils le peuvent.

Rien de bon ne peut sortir de la conférence de Moscou, et aucune illusion n'est permise aux travailleurs. La paix ne peut pas être renforcée à la suite d'une pareille rencontre.

A Yalta et à Postdam on avait partagé le monde, à Moscou même, ceci ne sera pas possible et même pas un rapprochement, tant soit peu important entre l'U.R.S.S. d'une part et l'Angleterre et l'Amérique de l'autre. Le vieux journal de la bourgeoisie anglaise, l'Observer, prétend que « les puissances occidentales ont fait une concession en acceptant une conférence à 3 au lieu de 5, et que l'U.R.S.S. devrait en échange céder sur la question des gouvernements roumain et bulgare ». La seule pensée des impérialistes est de rogner la position de l'U.R.S.S. Pour briser leur attaque, un seul moyen est bon: celui des grévistes américains et anglais; la lutte révolutionnaire des travailleurs de tous les pays contre leurs propres exploiters. C'est là le seul moyen de sauver la paix et d'aider l'Union Soviétique.

B. GRANGER.

AMAR OUZEGANE et l'indépendance de l'Algérie

LE mercredi 5 décembre, les députés de l'Algérie à la Constituante ont organisé à la mairie du V^e une réunion groupant 200 étudiants et travailleurs arabes. Laribère et Ouzegane dénoncent les atrocités commises par les colons français, demandent l'amnistie pleine et entière pour tous les emprisonnés politiques musulmans d'Algérie. Nous sommes d'accord.

Où nous ne le suivons plus, c'est quand Ouzegane demande pour l'Algérie le rattachement au ministère des Colonies et non plus au ministère de l'Intérieur, ceci afin de préparer son autonomie. Car Ouzegane n'est pas pour l'indépendance de l'Algérie. Pourquoi? parce que, répond-il, « ce n'est pas le moment »! Ouzegane se refuse à s'expliquer plus longuement. Sans doute, dans son esprit, « ce n'est pas le moment » parce que la France a maintenant un gouvernement « démocratique » tout beau et tout nouveau? C'est de cette façon que les élus communistes camouflent la véritable nature du gouvernement français, qui reste encore et toujours un gouvernement bourgeois et impérialiste. Quant à nous, nous disons aux travailleurs algériens: c'est toujours le moment de lutter contre l'impérialisme; l'Algérie, comme l'Indochine, est mûre pour l'indépendance. Lutte pour l'indépendance, pour le renversement de la domination étrangère dont « la destruction est le premier pas de la révolution dans les colonies », et l'ouverture du chemin pour le prolétariat opprimé lui-même. (2^e Congrès de l'Internat. Commun., 1920).

Mais les communistes ont oublié ces principes fondamentaux de l'action révolutionnaire. C'est pourquoi ils n'osent pas non plus se prononcer ouvertement pour l'indépendance de l'Indochine, c'est pourquoi députés et ministres communistes, liés au gouvernement bourgeois de De Gaulle, laissent massacrer les masses indochinoises. C'est pourquoi Ouzegane attend que vienne « le moment ».

SOUSCRIPTION POUR LE MILLION

- Barrault, 180 fr.; Marion, 50 fr.; 2 sym. du Lot-et-Garonne, 200 fr.; un instit. de l'Oise, 100 fr.; Brasier, 275 fr.; André, 43 fr.; Pierre, 10 fr.; Lafont, 100 fr.; X., 18 fr.; Temper, 100 fr.; Sab., 200 fr.; Etienne, 20 fr.; un soldat de la 2^e D.M., 50 fr.; un postier rouge, 100 fr.; des cam. espagnols d'Angers, 575 fr.; Albert, 900 fr.; Pen., 20 fr.; G.C., 100 fr.; Marcel, 10 fr.; X., 14 fr.; Ref., 100 fr.; Tepad, POUR LE MILLION, 100 fr. Total: 3.365 fr.
- Liste 138. — P., 100 fr.; Ts, 100 fr.; Ht, 100 fr.; Bh, 100 fr.; B, 100 fr.; Wt, 100 fr.; Td, 1.000 fr.; F, 100 fr. Total: 1.700 francs
- Liste 137. — Une petite usine de Surresnes, 50 fr.; R. N. 20 fr.; X, 20 fr. 90 francs.
- Liste 141. — Jax 100 fr.; Mibo 20 fr.; Villeveux 10 fr.; Blondo 10 fr.; Paul 20 fr.; Sister 20 fr.; Legrand 25 fr.; Jeannot 25 fr.; Marc 100 fr. Total: 330 fr.
- Liste 311. — Sorel 50 fr.; X, 59 fr.; X, 10 fr.; Beh, 100 fr.; Finas 881 fr.; Le Meur 50 fr.; Arc 100 fr.; Louise 20 fr.; Pesc, 20 fr. Total: 1.290 fr.

Travailleur, tu as des Alliés!

(SUITE)

Comment aider nos frères d'Indochine?

C'est immédiatement que nous devons apporter toutes nos forces aux combattants Annamites. L'attentisme que préconisait Hénaff à Wagram est un crime contre le peuple de France.

Tous les jours des jeunes Français sont appelés sous les drapeaux; les drapeaux des massacreurs d'esclaves coloniaux, les drapeaux qui flottent déjà sur les cadavres des communistes! Les « Liberty sheep », dont on manque pour importer le charbon nécessaire aux foyers ouvriers, voguent vers l'Indochine, bourrés de chair à canon.

Les princes du caoutchouc reprennent confiance, mais des jeunes ouvriers, des jeunes paysans tombent tous les jours dans une guerre sans merci.

Leclerc de Hauteclouque gagne de l'avancement, mais l'obscur maquisard d'hier crève des fièvres à Saïgon. Aussi le mécontentement est grand dans les casernes. Les jeunes mobilisés attendent de la C.G.T. une action immédiate et efficace: LA GREVE DES DOCKERS DE MARSEILLE!

MANIFESTE DU CONGRÈS NATIONAL DES ANNAMITES

Le Congrès National des Annamites réunissant 105 délégués représentant les 25.000 Annamites résidant en France a tenu ses assises les 2 et 3 décembre 1945 à Marseille en séance publique et devant les représentants de la C. G. T., du Secours Populaire, de l'Association Nationale des Victimes du Nazisme, des journaux locaux. Il a constaté l'unité totale des vues entre les assistants, tant pour la sauvegarde des intérêts des émigrés annamites que pour les problèmes politiques en Indochine.

Le Congrès a constaté la nécessité de l'existence d'un organisme représentatif et a procédé à l'élection des membres responsables de ce dernier. Cet organisme s'intitule « RASSEMBLEMENT DES EMIGRES ANNAMITES » (VIET KIEU LIEN MINH).

Il lui donne mission d'agir auprès des autorités établies pour l'application des droits syndicaux à tous les travailleurs annamites, pour le retour à la vie civile et l'apprentissage professionnel de tous les militaires annamites dont aucune raison ne justifie le maintien sous les drapeaux.

Il proteste contre la dissolution de la Délégation générale des Indochinois, l'arrestation des Annamites en France, ainsi que les mesures arbitraires de répression prises contre eux.

Le Congrès a adopté à l'unanimité un programme politique réclamant pour l'Indochine l'application immédiate des principes définis dans la Charte de l'Atlantique prescrivant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Il accorde pleine confiance au « RASSEMBLEMENT DES EMIGRES ANNAMITES », seul organisme les représentant pour réaliser ces revendications, éclairer l'opinion publique sur les problèmes indochinois, rénover entre les peuples de France et du VIET-NAM les liens d'amitié qui ne peuvent exister que sur la base d'un accord librement consenti.

Au nom des 25.000 Annamites, il félicite et remercie les partis politiques, les organismes, les journaux et tous les défenseurs de la cause indochinoise, qui ont contribué à faire connaître les véritables aspirations des populations de l'Indochine, leur ferme détermination à faire triompher les principes de liberté et de démocratie dans leur pays, leur désir sincère de vivre en bonne entente et sur le même pied d'égalité avec les peuples libres du monde entier.

LE RASSEMBLEMENT DES EMIGRES ANNAMITES.

ABONNEMENTS 26 numéros : 50 Fr. 52 numéros : 100 Fr. **DEMAZIERE** C.C.P. Paris 4825-72

La Vie du Parti

BORDEAUX 600 travailleurs à notre réunion de l'Athénée Municipale

Vendredi 14 décembre, la section de Bordeaux du P. C. F. organisait un meeting à l'Athénée Municipale. Une majorité d'ouvriers, beaucoup de camarades du P. C. F., beaucoup de travailleurs indochinois.

Notre camarade Chauvin, ancien déporté à Mauthausen ouvre la réunion. Il présente le P. C. F., le seul réel fidèle aux méthodes et aux buts de la classe ouvrière. Il décrit ensuite la dure lutte clandestine de notre région de la Gironde pendant l'occupation et ses sacrifices pour assurer la parution de son journal « Octobre ».

Madeleine Forcada parle du niveau de vie effroyablement bas des travailleurs. Tant que le capitalisme sera debout, la société souffrira toujours plus profond dans la barbarie. Les guerres seront inévitables.

Un camarade de la section espagnole de la IV^e Internationale adresse un appel aux travailleurs espagnols se trouvant dans la salle.

Marcel Bauffère, ancien déporté à Buchenwald, exige des partis ouvriers qu'ils tiennent leurs promesses, qu'ils prennent toutes leurs responsabilités, de former un gouvernement Thorez-Blum-C. G. T. Le P. C. F. soutiendrait un pareil gouvernement dans la mesure où il ferait appel aux masses pour la nationalisation de toutes les banques et de toutes les industries-clés, sans indécision ni rachat; faire l'échelle mobile des salaires, faire le contrôle ouvrier de la production.

« Nous sommes aussi le seul parti, déclare Bauffère, à soutenir la lutte des travailleurs indochinois qui portent les coups les plus sensibles à l'ennemi commun: le capitalisme français. »

La grève générale des dockers serait un geste de solidarité élémentaire; c'est là le vrai internationalisme.

Au début de la réunion, les camarades du P. C. F. présents dans la salle sont méfiants. Mais peu à peu l'assistance entière manifeste de la manière la plus chaude sa solidarité avec l'Indochine.

Une travailleuse de l'assistance prend la parole pour remercier notre parti pour son action.

La présidente d'une section de l'U. F. F. déclare sa solidarité avec notre propagande qui est la renaissance du communisme.

A la fin de la réunion, 3 motions sont adoptées à l'unanimité, moins 3 abstentions: pour la légalisation de « La Vérité »; pour la liberté de l'Indochine; pour un gouvernement socialiste-communiste-C. G. T.

L'assistance entière, debout, chante « l'Internationale ».

A la sortie, 3.000 francs sont souscrits pour notre parti.

CLERMONT-FERRAND

Permanence tous les samedis de 16 h. à 19 h., au Café National, place Gaillard.

Adressez toute la correspondance à cette adresse.

SAINT-ETIENNE

Permanence provisoire des Amis de « La Vérité » tous les samedis, de 17 h. à 19 h., CAFE BESSET, place du Peuple.

Le responsable: Keim.



SUR LE FRONT OUVRIER

La grève des Services Publics à Lille

Un correspondant de « La Vérité » nous transmet:

Tous les fonctionnaires ont débrayé, y compris la police et les douaniers; les frontières ont été fermées pendant 2 heures. Un très important meeting s'est tenu à la Bourse du Travail trop petite pour contenir tous les manifestants. Il est à signaler le désir général d'action des grévistes. De véritables tempêtes d'applaudissements ont accueilli les paroles du délégué des cheminots, quand il a annoncé que maintenant c'était fini de l'attente et que demain, unanimes, tous les cheminots étaient décidés à faire la grève totale pour avoir non plus des félicitations ou des fleurs, mais satisfaction entière à leurs revendications. Il a déclaré que le syndicat des cheminots était prêt à lancer et faire exécuter entièrement l'ordre de grève totale!

Le délégué des municipaux a déclaré qu'il fallait également non plus protester mais passer à l'action, mais c'est le délégué des P. T. T. qui eu le plus de succès en déclarant qu'il s'ennuyait de la déclaration des ministres se déclarant solidaires de l'homme des trusts Pleyen alors que des promesses formelles avaient été faites par les partis ouvriers. « Ces messieurs, dit-il, oublient bien vite leurs promesses; mais unanimes et sans souci des belles paroles les fonctionnaires savent faire disparaître un gouvernement d'Unité Nationale et n'admettront qu'un gouvernement vraiment ouvrier... Assez frappé sur les malheureux! Qu'on reprenne un peu le vieux slogan « FAITES PAYER LES RICHES!!! ». La salle lui fit une ovation.

Une motion fut adressée au Cartel Central de la C. G. T. et au Représentant du Préfet: « Paiement de l'indemnité de 1.000 fr. par mois à partir d'août 1945, réajustement

reviendront. Une fois de plus le cartel a demandé audience au Ministre des Finances.

Préparons la grève générale des Services Publics

Les moyens parlementaires ont échoué. Les Ministres des partis ouvriers ont capitulé. Les députés à la Constituante se sont livrés à une honteuse comédie.

Il faut appliquer la résolution finale votée à l'unanimité au Meeting du Vel d'Hiv' le 13 décembre: « les agents de la fonction publique sont prêts, si aucune décision favorable n'est prise à répondre à tout mot d'ordre du Cartel, jusques et y compris la grève générale. »

Nos revendications doivent être: Revalorisation des salaires depuis le 1^{er} août 1945.

Echelle Mobile des salaires et traitements.

Le Cartel Central reconnaît ouvertement que les 1.000 francs ne représentent qu'une augmentation de 33 % tout à fait insuffisante. Seule l'échelle mobile, tant que les prix ne seront pas stabilisés, peut garantir un pouvoir d'achat suffisant, par le réajustement automatique des traitements.

des salaires à partir du 1^{er} janvier 46. ECHELLE MOBILE DES SALAIRES avec indice des prix fixé par les syndicats ouvriers, et si, pas satisfaction, grève totale. » L'Assemblée, à la complète unanimité, vota POUR, SANS AUCUNE ABSTENTION.

L'annonce que l'ordre avait été donné aux représentants du gouvernement de ne pas recevoir les délégués, tous les grévistes descendirent à la Préfecture en chantant « l'Internationale » et en forçant les grilles. Ils faisaient stopper au passage les tramways qui ne participaient pas à la grève (les tramways n'avaient pas reçu d'instruction du Syndicat Central). Le Chef de Cabinet pris de frousse reçut la délégation. Il est surtout à signaler la tenue des files qui, cette fois, se conduisirent bien et ils n'étaient pas les derniers à crier: « Pleyen au poteau » et « ministres démission ».

Dans toute la France des manifestations semblables ont eu lieu.

D'une lettre de SAINT-ETIENNE nous extrayons les passages suivants:

4.000 employés des services publics se sont rassemblés à la Bourse du Travail pour réclamer l'augmentation de leurs salaires. Les responsables syndicaux ayant émis l'espoir que satisfaction sera donnée aux fonctionnaires par les trois partis au pouvoir, les auditeurs manifestèrent leur doute aux cris de: « Que font les ministres communistes! »

A BOULOGNE-BILLANCOURT les employés des Contributions Indirectes ont voté une résolution déclarant:

« Seule, l'action directe des travailleurs est capable d'imposer nos revendications ou de les faire prendre en considération. Ils rejettent l'union sacrée et la collaboration des classes qui, en paralysant l'action des travailleurs, empêchent d'aboutir leurs revendications. Ils se déclarent prêts à toute action d'envergure, telle une grève généralisée des services publics, dans le cas où le gouvernement et De Gaulle refuseraient de faire droit à leurs revendications maintes fois exposées. »

A PARIS, 6.000 employés des Offices professionnels réclament que soit mis à jour le fameux secret commercial et que les prix de revient des produits manufacturés puissent être contrôlés. Parlant de ces données ils estiment qu'il est possible pour les syndicats de calculer par région un indice réel du coût de la vie qui permettra d'établir un salaire minimum vital. Ils réclament le contrôle ouvrier sur la production, l'échelle mobile des salaires.

TAVERNY

Réunis au nombre de 250, les travailleurs des services publics de Taverny ont voté un ordre du jour pour les revendications des fonctionnaires. Ils réclament l'instauration de l'échelle mobile après revalorisation des salaires et sous « contrôle syndical des indices des prix servant de base à l'échelle mobile ».

Impimerie Spéciale de « LA VÉRITÉ »

« Travailler, travailler »... pour Franco!

Nous avons signalé dernièrement que les Chantiers de Bretagne à Nantes exécutaient des plans pour la marine espagnole. Cela nous avait amené à poser la question: à quand la construction de contre-torpilleurs pour Franco?

La direction des chantiers n'en est pas encore là, mais elle en prend le chemin. Voici en effet qu'elle a entrepris la construction d'appareils destinés aux navires de guerre espagnols.

Cela ne paraît pas émouvoir Thorez et Ducloux qui proclament plus fort que jamais qu'il faut « travailler, travailler et encore travailler ».

Les camarades du P. C. F. des Chantiers de Bretagne sont à même d'apprécier la justesse du mot d'ordre de leurs leaders. Ils doivent travailler comme des bœufs en échange d'un salaire de famine. Pour arriver à quoi? A réarmer Franco, le bourreau du peuple espagnol, et à remplir les coffres-forts des gros actionnaires des Chantiers. Gageons que ces messieurs applaudissent bruyamment quand ils entendent un discours de Thorez ou de Ducloux.

Camarades, avant de travailler comme des bêtes il faudrait savoir ce qu'on va produire. Des navires de guerre ou des bateaux utiles à la reconstruction? Des navires pour Franco ou pour nous ravitailler? Des superdividendes pour les actionnaires ou du pain pour les travailleurs?

Le seul moyen de le savoir est d'imposer au patronat le contrôle ouvrier sur la production et l'échelle mobile des salaires. C'est à cette condition seulement que l'on pourra reconstruire le pays et soulager les misères du peuple.

A BAS LE SECRET COMMERCIAL réclament les ouvriers américains

A New-York des milliers de grévistes ont défilé portant sur des pancartes: « Publiez vos comptabilités », « A bas le secret commercial ». Depuis des semaines les industriels et les gros banquiers ont tout essayé pour briser la combativité des travailleurs américains. Pour servir ses maîtres, Truman ne mesure pas sa peine. Il a d'abord préché « l'entente » puis la « paix industrielle ». Dans un message au Congrès le 3 décembre il a lancé un appel contre les « intérêts égoïstes ». « Les grèves et les lock-out », a-t-il dit, portent préjudice à tous: ouvriers et actionnaires ». Puis il a proposé qu'avant le déclenchement des conflits, des Commissions gouvernementales puissent enquêter pendant 30 jours. Voilà qui arrangeait bien les patrons. Mais les ouvriers ont compris la manœuvre! gagner du temps et briser l'unité ouvrière. Aussi, lorsque Truman, sans attendre le vote, a commencé une procédure d'enquête pour les grèves de l'Acier et de la General Motors, les ouvriers sont descendus dans la rue. Montrez-nous vos comptabilités secrètes et le montant de vos bénéfices de guerre et nous vous prouverons, disent-ils, que vous pouvez augmenter nos salaires sans accroître le coût de la vie. Il suffira pour cela de réduire vos profits!